

Pierre LAURENT

Intervention au Sénat sur l'accord du 13 juillet avec la Grèce

15-7-2015

Seul le prononcé fait foi.

Nous abordons le vote crucial d'aujourd'hui, toujours sous le choc, et certains que le coup porté ce week-end à la démocratie marquera durablement les esprits et les relations entre pays européens.

Trois sentiments animent le groupe CRC :

La volonté de défendre l'intérêt du peuple grec qui a eu le courage de se lever - le 25 janvier et lors du référendum - pour crier à la face de l'Europe sa souffrance et son exigence de voir lever le pilon qui l'écrase !

Vive le peuple grec digne et libre.

Et vive Alexis Tsipras dont le courage et la responsabilité politique sont exemplaires.

Le second sentiment, c'est la colère contre la violence de dirigeants de l'UE - au premier rang desquels Angela Merkel et Wolfgang Schäuble.

Ils viennent de montrer quels intérêts ils défendent.

Qu'un peuple se lève contre l'ordre libéral et l'oligarchie financière, et ils s'affairent à le soumettre et le punir.

Depuis le premier jour, ils n'ont jamais recherché un accord viable avec la Grèce et ont organisé son asphyxie financière.

Ils voulaient la tête d'Alexis Tsipras.

Le référendum a douché leur tentative de coup de force.

Ils se sont alors acharnés jusqu'à la dernière minute à provoquer un « grexit » de fait.

Alexis Tsipras, porteur du mandat de son peuple de rester dans la zone euro et de faire respecter la souveraineté de la Grèce, dans l'UE, s'y est refusé avec juste raison.

Dès lors, leur choix a été l'humiliation et le chantage pour imposer le couteau sous la gorge, un nouveau plan drastique à la Grèce.

Ces dirigeants et leur méthode sont la honte de l'Europe ! Ils ne servent que les pouvoirs financiers, quitte à s'appuyer sur l'extrême droite.

Des millions d'Européens ne l'oublieront pas.

Le troisième sentiment est alors celui d'une très grande inquiétude pour l'avenir de l'Europe.

Elle meurt dans les cœurs et dans les têtes si elle continue ainsi.

Tous ceux qui persistent à soutenir de telles méthodes prennent une très grave responsabilité devant l'histoire !

Des frustrations et des humiliations générées par une telle arrogance et la seule loi du plus fort naîtront des monstres politiques ! Ils grandissent déjà au cœur de l'Europe !

La leçon première à tirer, est l'impérieuse nécessité de la refondation sociale et démocratique de l'UE, et son émancipation urgente des logiques financières qui l'étouffent.

L'accord qui nous est soumis écarte à première vue le « grexit » qui était et qui reste l'objectif des dirigeants allemands.

Alexis Tsipras a dit hier, avec une grande loyauté à l'égard de son peuple, dans quelles conditions il a assumé un accord contraint et forcé, pour éviter ce cauchemar à la Grèce.

Je sais, que devant la brutalité de cet accord, certains en viennent à penser que le grexit ne serait plus qu'un moindre mal.

Je ne le crois pas.

Les Grecs non plus.

Parce qu'une sortie de la zone euro ferait passer la Grèce de la crise humanitaire à l'hécatombe.

Parce que toutes nos économies seraient déstabilisées.

Parce que c'est aussi une affaire politique et géopolitique qui peut ouvrir le chemin à un nouveau choc des nations.

Regardez comment dans le dos des irresponsables comme monsieur Schauble, Marine le Pen et les siens attendent le « grexit » comme la victoire enfin remportée, qui sonnerait le glas de la solidarité européenne !

Mais l'accord n'a pas réellement levé ce risque en choisissant d'imposer à la Grèce une mise sous tutelle insupportable et de nouvelles mesures d'austérité draconiennes.

Joseph Stiglitz, prix nobel, a déclaré : « les efforts demandés à Athènes dépassent la sévérité, ils recèlent un esprit de vengeance ! », comme si le peuple grec devait payer le prix de son insoumission.

Si les exigences des créanciers sont toutes respectées, elles s'avéreront une nouvelle fois injustes socialement et empêcheront les objectifs de redressement productif du pays.

Alexis Tsipras a redit sa volonté de protéger les plus faibles et d'aller chercher de nouvelles recettes fiscales auprès de ceux qui s'enrichissent. Il a redit la nécessité absolue d'investissements productifs pour relancer l'économie et d'allègement du fardeau de la dette.

Mais tout est fait pour l'en empêcher.

Ainsi en va-t-il du programme démentiel de privatisations. Les rapaces sont déjà à pied d'œuvre.

Vinci est paraît-il déjà sur place pour racheter les aéroports !

Plusieurs engagements financiers sont envisagés par l'accord à la demande de la Grèce :

- un programme de refinancement de 82 à 85 milliards d'euros,

- un rééchelonnement partiel de la dette,
- un plan d'investissement pouvant aller jusqu'à 35 milliards d'euros.

Sans ces engagements, tout le monde le sait, aucune relance ne sera possible !

Or, sous la pression de l'Allemagne, tous ces engagements sont rendus hypothétiques et seront soumis au chantage permanent des créanciers !

Quant à la France, si le Président de la République a joué tardivement un rôle pour éviter le « grexit », elle a accepté que le prix exorbitant à payer soit fixé par Angela Merkel, qui a dicté, une fois de plus ses conditions.

Je le dis solennellement, pour la Grèce mais aussi pour la France, nous ne sommes pas quittes. Et ne nous pouvons encore moins après ça, nous remettre à célébrer, comme si de rien n'était, le couple « indestructible » franco-allemand.

La bataille ne fait que commencer.

Tsipras est en première ligne.

Certains voudraient refermer la parenthèse grecque.

Notre intérêt commun, grecs, français, espagnols, européens de toute nationalité est au contraire de pousser au changement dans toute l'Europe, de la libérer des forces libérales et des marchés financiers .

La France doit agir immédiatement pour :

- obtenir le déblocage immédiat des liquidités de la BCE sans les soumettre à de nouvelles conditions
- mobiliser le plus vite possible les 35 milliards d'investissements prévus en engageant sans tarder la contribution de la France et en proposant à d'autres pays de se joindre à la création d'un fonds de développement pour la Grèce qui pourrait préfigurer un fonds de développement pour l'Europe toute entière
- Travailler à concrétiser le rééchelonnement de la dette.

Notre vote est aujourd'hui un acte de lutte et de solidarité aux côtés du peuple grec, d'Alexis Tsipras et de nos camarades de Syriza.

Nous sommes solidaires de leurs choix et assumons leur difficile et courageux combat.

Nous sommes à leurs côtés pour dire non à l'expulsion de la Grèce.

Mais nous disons d'un même mouvement, au nom de la France, que l'accord scandaleux imposé à Bruxelles n'est pas digne de l'Europe et qu'aucun maintien dans l'euro ne le peut légitimer.

Le Groupe CRC votera majoritairement contre.